

POUR UN BUDGET QUI TIENNE COMPTE DES ENFANTS DU CANADA

Mémoire soumis dans le cadre des consultations prébudgétaires de 2015

First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition
810 – 815, rue West Hastings, Vancouver (C.-B.) V6C 1 B4
Téléphone : 604-709-6962/1-800-307-1212

info@firstcallbc.org
www.firstcallbc.org

Août 2014



POUR UN BUDGET QUI TIENNE COMPTE DES ENFANTS DU CANADA

RÉSUMÉ

Dans ce mémoire, la First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition, qui réunit 95 organismes partenaires, demande à la Chambre des communes de faire en sorte que le budget fédéral de 2015 aille dans le sens d'un réel engagement envers le développement de la petite enfance, du soutien dans le passage de l'enfance à l'adolescence, puis de l'adolescence à l'âge adulte, d'une plus grande égalité économique, et de collectivités sûres et bienveillantes pour tous les enfants du Canada.

Nous recommandons que toutes les mesures budgétaires soient évaluées pour connaître leur incidence sur les enfants et les jeunes, et en particulier sur les membres de groupes particulièrement vulnérables, comme les enfants autochtones, les enfants handicapés, les enfants récemment immigrés et les enfants de familles monoparentales dirigées par une femme, afin de s'assurer qu'elles ne leur nuisent pas.

Les recommandations de First Call concernent quatre principaux domaines qui devraient, à notre sens, figurer dans les priorités du prochain budget fédéral :

1. Améliorer les aides aux jeunes familles et à leurs enfants
2. Réduire les inégalités en matière de revenu et de santé au Canada
3. Mieux soutenir les jeunes Canadiens
4. Réduire les expositions aux toxines environnementales

INTRODUCTION

La First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition est une coalition d'organismes provinciaux et régionaux, de particuliers et de réseaux communautaires locaux de Colombie-Britannique tous convaincus que notre pays devrait investir en priorité dans les enfants et les jeunes. Nos 95 organismes partenaires s'attachent à aider les enfants et les jeunes de la province en s'appuyant sur les quatre clés du succès suivantes :

- Un engagement ferme envers le développement de la petite enfance
- Un soutien au moment du passage de l'enfance à l'adolescence et à la vie adulte
- Plus d'égalité économique
- Des collectivités sûres et bienveillantes

Ces clés du succès sont à la base d'un programme d'action intégré reposant sur des recherches et des données solides concernant les facteurs à réunir pour que les enfants et les familles s'épanouissent.

Nous demandons à la Chambre des communes de faire en sorte que le budget fédéral de 2015 aide à progresser vers chacun de ces objectifs pour tous les enfants du Canada. Nous recommandons que toutes les mesures budgétaires soient évaluées pour connaître leur incidence sur les enfants et les jeunes, et en particulier sur les membres de groupes particulièrement vulnérables, comme les enfants autochtones, les enfants handicapés, les enfants récemment immigrés et les enfants de familles monoparentales dirigées par une femme, afin de s'assurer qu'elles ne leur nuisent pas.

Notre coalition est heureuse de répondre à l'invitation du Comité des finances de lui donner son avis sur les mesures à prendre pour parvenir à une économie vigoureuse et durable, pour aider les familles et les Canadiens vulnérables, pour favoriser l'éclosion de collectivités prospères et

sécuritaires, pour améliorer les régimes d'imposition et de réglementation, et pour offrir aux Canadiens des perspectives d'emploi solides.

Dans ce mémoire, nous traitons principalement de quatre domaines d'action qui devraient, à notre sens, figurer dans les priorités du prochain budget fédéral :

1. Améliorer les aides aux jeunes familles et à leurs enfants
2. Réduire les inégalités en matière de revenu et de santé au Canada
3. Mieux soutenir les jeunes Canadiens
4. Réduire les expositions aux toxines environnementales

1. Améliorer les aides aux jeunes familles et à leurs enfants

Les dépenses publiques du Canada dans les services à la petite enfance sont extrêmement faibles en comparaison des autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)¹. Or, de nombreuses recherches sur le développement humain montrent que « les premières années de la vie constituent une période unique au cours de l'existence au cours de laquelle le potentiel physique, socioaffectif et cognitif de l'être humain est particulièrement influencé par les effets positifs de milieux stimulants et par les investissements stratégiques dans le capital humain² ».

Le Canada n'offrant pas, par des politiques sociales plus efficaces, une aide appropriée aux jeunes enfants et à leur famille, comme un congé parental plus généreux et inclusif, un soutien du revenu adéquat pour les personnes dans le besoin et un accès universel à des soins de qualité pour les tout-petits et à l'apprentissage pour tous les jeunes enfants, nous sommes confrontés à des taux de vulnérabilité élevés chez les enfants. Cette vulnérabilité se traduit par des résultats scolaires plus faibles, par des inégalités en matière de santé et par la perte à long terme de potentiel productif. Tout ceci ne peut que mener à une précarité du système et à une augmentation des coûts sociaux.

Si nous voulons vraiment accroître la productivité et faire en sorte que la prochaine génération soit en mesure d'affronter la concurrence dans une économie internationale du savoir, le Canada doit commencer par augmenter les investissements publics dans le développement et l'éducation de la petite enfance.

First Call recommande que le budget 2015 accorde une grande priorité à l'augmentation des investissements annuels du Canada dans la protection et l'éducation de la petite enfance, qui devront passer de 0,25 % du PIB actuellement à 1 % du PIB, niveau de référence recommandé par l'UNICEF.

Ce type d'investissement permettrait de définir une stratégie nationale de l'éducation préscolaire et de la garde d'enfants qui améliorerait la qualité, l'accès et l'abordabilité pour les jeunes familles, facteur clé pour favoriser le bon développement de l'enfant et permettre aux parents de gagner un revenu. Cette stratégie comprendrait le transfert durable de ressources suffisantes aux provinces et aux territoires.

Ce niveau d'investissement permettrait également au gouvernement d'améliorer le congé de maternité et le congé parental, c'est-à-dire d'augmenter la valeur des prestations et de porter la durée totale à 18 mois, en réservant des mois supplémentaires pour les pères.

¹ Centre de recherches UNICEF Innocenti, *Early Childhood Services in the OECD Countries*, http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp_2008_01_final.pdf, 2008.

² Human Early Learning Partnership, *15 by 15: A Comprehensive Policy Framework for Early Human Capital Investment in BC*, <http://earlylearning.ubc.ca/media/publications/15by15-full-report.pdf>, 2009. [traduction]

2. Réduire les inégalités en matière de revenu et de santé au Canada

Des taux de pauvreté infantile et familiale élevés, une insécurité croissante en matière de logement, le recours accru des familles avec enfants aux banques alimentaires et le nombre grandissant de parents qui travaillent et élèvent leurs enfants dans la pauvreté sont autant d'indicateurs qu'il est urgent d'agir pour réduire les inégalités par des dépenses et une politique publiques judicieuses.

Le budget fédéral de 2015 devrait annoncer un plan d'action fédéral pour lutter contre la pauvreté en consultation avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, les gouvernements et les organisations autochtones, les organisations non gouvernementales et les personnes qui vivent dans la pauvreté. Le plan devrait comporter des cibles et des échéances de réduction sensible des niveaux de pauvreté dans tout le spectre géographique et inclure des transferts fédéraux importants aux provinces et territoires pour les aider à atteindre les objectifs fixés.

Avec 2 959 000 pauvres au Canada (sur la base du SFR après impôt, 2011), une baisse de 25 % du taux de pauvreté profiterait à 739 750 personnes. En prenant la même mesure, 591 000 enfants de moins de 18 ans sont pauvres. Autrement dit, une réduction de 25 % de leur taux de pauvreté profiterait à 147 750 enfants dans le pays.

Pour réduire les inégalités de revenu, First Call recommande aussi que le budget fédéral de 2015 contienne des mesures destinées à réajuster les dépenses pour enfants en portant la Prestation nationale pour enfants (PNE) pour les familles à faible revenu à un maximum de 5 500 \$ par enfant (en association avec la prestation fiscale canadienne pour enfants). Simplifiez les aides à la famille par le régime fiscal et le système des transferts, et utilisez les recettes fiscales plus efficacement pour lutter contre la pauvreté en éliminant la Prestation universelle pour la garde d'enfants, le crédit d'impôt pour enfants et le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants et en redirigeant ces fonds pour augmenter la PNE, afin de sortir directement plus d'enfants de la pauvreté.

Nous recommandons vivement de ne pas mettre en œuvre les changements proposés dans la politique fiscale pour permettre le fractionnement du revenu des familles avec des enfants de moins de 18 ans, car cela profiterait pour l'essentiel aux familles à revenu élevé, ce qui accentuerait encore des inégalités de revenu déjà inquiétantes³.

Beaucoup de familles et de communautés autochtones subissent toujours les séquelles des pensionnats indiens et d'autres traumatismes infligés par le colonialisme dans le passé et le présent. Le prochain budget fédéral offre une occasion de remédier aux immenses inégalités inquiétantes créées dans la santé, la sécurité économique et d'autres indicateurs du bien-être, en investissant bien davantage dans la protection de l'enfance, son éducation et les services de santé qui lui sont destinés, ainsi que dans d'autres aides aux communautés autochtones dans les réserves et ailleurs.

Nous recommandons également que le budget 2015 prévoit l'annulation immédiate de tout l'encours des dettes de prêt de transport des réfugiés et un changement stratégique visant à ne plus chercher à obtenir le remboursement des frais de transport des nouveaux réfugiés venant au Canada. Cela représenterait un petit coût pour le Trésor fédéral, mais une aide immense pour

³ David MacDonald, *Income Splitting in Canada, Inequality by Design*, Canadian Centre for Policy Alternatives, 2014, http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2014/01/Income_Splitting_in_Canada.pdf.

les familles de réfugiés et leurs enfants qui sont terrorisés par le spectre des prêts à intérêt dont ils ne peuvent assurer le service ou qu'ils ne peuvent rembourser.

Étant donné l'importance des bas salaires comme cause de la pauvreté de nombreux enfants, le gouvernement fédéral a le devoir, en tant que très gros employeur et gestionnaire de contrats, de veiller à ce que ses employés directs et contractuels perçoivent un salaire décent qui leur permette de subvenir à leurs besoins fondamentaux, de prendre correctement soin de leurs enfants et d'éviter un stress financier chronique. Les contrats attribués par le gouvernement fédéral, entre autres pour des services de nettoyage et de sécurité, devraient être minutieusement examinés afin de s'assurer que les taux de rémunération sont suffisants pour sortir ces employés de la pauvreté.

Cette stratégie des salaires décents présente l'avantage supplémentaire de stimuler l'économie canadienne, car des travailleurs bien rémunérés sont en mesure de participer à la vie de leur collectivité locale en tant que consommateurs.

La pauvreté est toxique pour la santé des enfants et les coûts humains, économiques et sociaux connexes sont énormes. Les contribuables canadiens gagneraient à une réduction des niveaux de pauvreté familiale et infantile.

3. Mieux soutenir les jeunes Canadiens

First Call aimerait voir le budget fédéral de 2015 augmenter les investissements publics dans l'enseignement postsecondaire et la formation des jeunes. Cela est nécessaire pour ouvrir des options postsecondaires à ceux qui sont confrontés à des obstacles financiers et pour réduire l'épouvantable fardeau de la dette que contractent de trop nombreux étudiants pour acquérir le niveau d'études et de formation exigé pour les emplois actuels et futurs.

De même, des investissements dans l'alphabétisation précoce et d'autres soutiens aux populations de jeunes et d'enfants qui risquent de quitter tôt l'école ou d'être en situation d'échec scolaire aideraient certainement à maximiser le potentiel de tous les jeunes Canadiens. Ils auraient, de plus, pour effet de réduire le coût du système de justice, car on sait qu'une faible littératie est un facteur de risque d'implication dans des activités criminelles et d'incarcération.

4. Réduire les expositions aux toxines environnementales

Il n'y a pas de société saine et d'économie productive sans une population en bonne santé. Les enfants sont particulièrement sensibles aux effets toxiques des produits chimiques dangereux présents dans leur environnement, tant pendant la gestation qu'une fois qu'ils sont nés. En ne donnant pas aux enfants un environnement propre et sain, nous compromettons leur santé à vie.

Comme on trouve dans les produits de soins personnels, les contenants alimentaires, les matériaux de construction et autres articles ménagers courants des milliers de produits chimiques jamais testés et de nombreuses toxines identifiées, et que ces produits chimiques sont libérés dans notre environnement intérieur et extérieur, les parents sont de plus en plus frustrés de ne pouvoir protéger leurs enfants contre des expositions toxiques dont ils n'ont peut-être même pas conscience.

Pour la santé des générations futures, First Call recommande que le budget fédéral de 2015 contienne des mesures permettant au gouvernement de jouer un rôle beaucoup plus proactif et fondé sur des données dans la protection de notre terre, de notre air, de notre eau et de notre approvisionnement alimentaire, et qu'il soutienne mieux le gouvernement dans sa responsabilité de repérer et réglementer les produits contenant des matières et substances dangereuses. Cela contribuera à réduire les niveaux de maladie chronique et d'invalidité et, partant, à enrayer la hausse des coûts de santé connexe.

En conclusion, nous remercions le Comité des finances de cette occasion d'exposer ce que nous proposons pour faire en sorte que le budget fédéral de l'an prochain serve mieux les enfants, les jeunes et les familles du Canada, et nous sommes convaincus qu'un gouvernement soucieux de leur santé et de leur bien-être ne manquera pas d'examiner soigneusement nos propositions.